



EDUNIVERSAL

Siège social : 19, Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON
Société anonyme au capital de 1 561 027,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2021



RSM Paris

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

EDUNIVERSAL

Siège social : 19 Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON

Société anonyme au capital de 1 561 027,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2021

A l'assemblée générale de la société EDUNIVERSAL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EDUNIVERSAL relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables – Règles générales » de l'annexe indiquant que l'appréciation notamment de la valeur des actifs incorporels et financiers ainsi que des créances et valeurs mobilières de placements détenus par votre société repose sur des estimations, basées sur des données prévisionnelles d'activité. Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les résultats réels pourraient s'avérer différents.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Immobilisations incorporelles, immobilisations financières et comptes courants actifs

Le paragraphe « Règles générales » de l'annexe indique que la préparation des états financiers repose sur des estimations basées sur des données prévisionnelles d'activité. Nos travaux ont consisté à examiner la documentation relative à ces estimations et à nous entretenir avec la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations, nous avons effectué des tests de sensibilité afin de mesurer l'impact d'une réalisation du niveau d'activité inférieur aux prévisions sachant que par nature les prévisions revêtent un caractère incertain et présentent des aléas notamment dans le contexte économique actuel. Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe concernant les immobilisations incorporelles et financières ainsi que les créances en compte courant.

Créances clients

Le paragraphe « règles et méthodes comptables – créances » de l'annexe précise que l'évaluation individualisée des créances clients repose sur une estimation du risque de non-recouvrement compte tenu du contexte et de circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues. Nos travaux ont consisté à se faire présenter les procédures de recouvrement actuellement en place, à examiner la documentation relative à ces estimations, à nous entretenir avec la direction et à revoir l'évolution des sommes à recouvrer depuis le 1^{er} octobre 2021. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Martineau', is written over a horizontal line.

Sébastien MARTINEAU

Associé

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciations | Net 30/09/2021 | Net 30/09/2020 |
|--|-------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires | 3 239 925 | 3 039 181 | 200 744 | |
| Fonds commercial (1) | 509 147 | | 509 147 | 509 147 |
| Autres immobilisations incorporelles | 540 196 | | 540 196 | 477 578 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 373 465 | 226 573 | 146 891 | 150 685 |
| Immobilisations corporelles en cours | 7 612 | | 7 612 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | 4 661 678 | 4 039 423 | 622 255 | 622 255 |
| Créances rattachées aux participations | 143 623 | 143 623 | | |
| Autres titres immobilisés | 280 000 | 224 000 | 56 000 | 56 000 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 44 332 | | 44 332 | 43 787 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 9 799 977 | 7 672 800 | 2 127 177 | 1 859 451 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | 191 229 | | 191 229 | 185 806 |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances (3) | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 6 741 144 | 2 832 528 | 3 908 616 | 3 147 510 |
| Autres créances | 2 378 759 | 945 737 | 1 433 022 | 1 386 016 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 2 579 926 | 1 763 051 | 816 876 | 489 237 |
| Disponibilités | 104 169 | | 104 169 | 4 050 |
| Charges constatées d'avance (3) | 131 474 | | 131 474 | 78 793 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 12 126 701 | 5 541 316 | 6 585 386 | 5 291 413 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 21 926 678 | 13 214 116 | 8 712 563 | 7 150 864 |
| (1) Dont droit au bail | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | 1 170 298 | 1 200 298 |

Bilan passif

| | 30/09/2021 | 30/09/2020 |
|--|------------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 1 561 028 | 983 564 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 19 237 379 | 19 179 633 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | 60 759 | 60 759 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | 80 852 | 80 852 |
| Autres réserves | 5 817 | 5 817 |
| Report à nouveau | -21 224 185 | -21 706 310 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 1 350 927 | 482 125 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 104 528 | 104 528 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 1 177 106 | -809 033 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 2 910 | 31 622 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | 170 140 | 178 892 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 106 326 | 1 086 223 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 229 030 | 1 932 991 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 3 273 643 | 3 899 993 |
| Produits constatés d'avance | 753 408 | 830 176 |
| TOTAL DETTES | 7 535 457 | 7 959 897 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 8 712 563 | 7 150 864 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 3 186 093 | 3 816 528 |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 4 349 364 | 4 143 369 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 2 910 | 31 622 |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de résultat

| | 30/09/2021 | 30/09/2020 |
|--|------------------|------------------|
| Produits d'exploitation (1) | | |
| Ventes de marchandises | | |
| Production vendue (biens) | | |
| Production vendue (services) | 3 856 600 | 3 748 595 |
| Chiffre d'affaires net | 3 856 600 | 3 748 595 |
| <i>Dont à l'exportation</i> | 124 970 | 278 369 |
| Production stockée | 5 423 | 44 281 |
| Production immobilisée | 298 263 | 241 933 |
| Subventions d'exploitation | | |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 26 638 | 19 607 |
| Autres produits | 243 | 35 811 |
| Total I | 4 187 168 | 4 090 227 |
| Charges d'exploitation (2) | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variations de stock | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | 320 |
| Variations de stock | | |
| Autres achats et charges externes (a) | 1 333 745 | 1 603 466 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 58 171 | 54 649 |
| Salaires et traitements | 935 364 | 1 018 956 |
| Charges sociales | 386 559 | 439 775 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations : | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 51 776 | 751 583 |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | 5 440 | 312 |
| - Pour risques et charges : dotations aux provisions | | |
| Autres charges | 46 075 | 1 854 |
| Total II | 2 817 130 | 3 870 916 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 1 370 038 | 219 311 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée III | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré IV | | |
| Produits financiers | | |
| De participation (3) | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | 481 191 | |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | 94 | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total V | 481 284 | |
| Charges financières | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 21 861 | 362 561 |
| Intérêts et charges assimilées (4) | 481 125 | 11 177 |
| Différences négatives de change | | 794 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total VI | 502 986 | 374 532 |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | -21 702 | -374 532 |
| RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | 1 348 336 | -155 221 |

Compte de résultat

| | 30/09/2021 | 30/09/2020 |
|---|------------------|------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 46 997 | 1 344 961 |
| Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges | 129 323 | |
| Total produits exceptionnels (VII) | 176 320 | 1 344 961 |
| Sur opérations de gestion | 152 192 | 197 886 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 300 000 | 824 000 |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | 452 192 | 1 021 886 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -275 872 | 323 075 |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -278 463 | -314 270 |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 4 844 772 | 5 435 188 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | 3 493 845 | 4 953 064 |
| BENEFICE OU PERTE | 1 350 927 | 482 125 |

COMPTES ANNUELS

2021

Période du 01/10/2020 au 30/09/2021

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA EDUNIVERSAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2021, dont le total est de 8 712 563 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 350 927 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2020 au 30/09/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 18/02/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au PCG et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société EDUNIVERSAL a été mise en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

A l'issue de la période d'observation renouvelée, la Société a obtenu un plan de continuation auprès du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 20 Février 2019.

A l'initiative de l'entreprise, le plan a fait l'objet d'une demande de modification permettant un allongement de sa durée et une modulation des deux prochaines échéances (2022/2023). Cette demande a été accordée par jugement du 16 Juillet 2021.

Compte tenu de la poursuite du plan de redressement, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause et a été retenu dans le cadre de l'établissement des comptes annuels au 30/09/2021.

Le plan de continuation a été établi sur une durée de 9 ans avec des échéances progressives, portée à 10 ans compte tenu de la modification.

Base de préparation des comptes annuels : La préparation des états financiers implique que la direction de la société procède à des estimations comptables et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan, les montants de charges et de produits au compte de résultat et les engagements relatifs à l'exercice clos. Ces hypothèses concernent principalement les immobilisations incorporelles (sites internet immobilisés et fonds commerciaux), les titres de participation, les titres immobilisés, et les créances (fiscales, commerciales ou comptes courants) ainsi que les valeurs mobilières de placement (actions propres).

Elles portent principalement sur des prévisions pluriannuelles de chiffre d'affaires et de charges reprises dans des business plans. Ces hypothèses reposent également sur l'analyse que fait la direction de la capacité de tiers à honorer leurs engagements du fait de projets / réalisations attendus de la part de ces contreparties.

La société s'est attachée à mettre en oeuvre une démarche raisonnable et cohérente avec le niveau de risque identifié. Le contexte particulier de très forte incertitude qui résulte de l'évènement Covid a ainsi amené la société à intégrer dans son approche les conséquences de cet évènement compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les réalisations pourraient s'avérer différentes des valeurs retenues dans le business plan.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des actifs incorporels repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts

· Sites internet :

Les sites internet sont amortis sur 3 ans en linéaire à compter de leur mise en service.

Les sites en cours de développement sont comptabilisés dans le poste immobilisations en cours dès lors qu'ils remplissent les conditions de comptabilisation des immobilisations incorporelles.

· Fonds commerciaux :

Les fonds commerciaux sont les suivants :

- de la société ACL Conseil, absorbée par SMBG en 2009,
- de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011.

Les fonds commerciaux ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur conformément au règlement ANC 2015-006 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et portant sur les règles d'amortissement et de dépréciation des immobilisations incorporelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des fonds de commerce repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les stocks correspondent à des travaux en cours relatifs aux coûts de production des différents guides édités par la société Eduniversal. Ces coûts de production sont évalués en fonction des temps passés par les salariés pour la réalisation de ces guides. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques de non recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et garanties obtenues.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Il convient de préciser qu'EDUNIVERSAL intervient dans un secteur qui n'a pour pas été directement fragilisé par les événements.

Si le COVID 19 peut perturber ou retarder certains développements commerciaux, la réalisation de mission de conseil, ou certains événements (comme la convention annuelle par exemple), la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause.

La société EDUNIVERSAL a bénéficié des mesures d'activité partielle permettant de réduire les charges de personnel, ainsi que des mesures de report d'échéances sociales.

Dans ce contexte, une attention particulière a été portée aux prévisions retenues pour l'évaluation de l'ensemble des actifs de la société.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La société EDUNIVERSAL a bénéficié d'un Crédit d'impôt innovation de 278 K€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|----------------|----------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | 509 147 | | | 509 147 |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 3 477 057 | 538 708 | 235 645 | 3 780 121 |
| Immobilisations incorporelles | 3 986 204 | 538 708 | 235 645 | 4 289 268 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 88 251 | | | 88 251 |
| - Matériel de transport | 32 943 | 2 695 | | 35 638 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 243 990 | 5 586 | | 249 576 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | 7 612 | | 7 612 |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 365 183 | 15 893 | | 381 077 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 4 805 301 | | | 4 805 301 |
| - Autres titres immobilisés | 280 000 | | | 280 000 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 43 787 | 545 | | 44 332 |
| Immobilisations financières | 5 129 088 | 545 | | 5 129 633 |
| ACTIF IMMOBILISE | 9 480 475 | 555 146 | 235 645 | 9 799 977 |

Immobilisations incorporelles

Il convient de noter la mise en service d'une partie des développements relatifs au programme matching pour un montant de 236 K€ sur l'exercice.

Notes sur le bilan

Fonds commercial

| | 30/09/2021 |
|--------------------------|----------------|
| Éléments achetés | 284 210 |
| Éléments réévalués | |
| Éléments reçus en apport | 224 936 |
| Total | 509 147 |

Les fonds de commerce correspondent à l'activité "Base de données" :

- a) de la société ACL CONSEIL, absorbée par SMBG en 2009
- b) de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011

Immobilisations financières

À la clôture, les titres de participation sont évalués selon leur valeur d'utilité (PCG art. 332-3, al. 1er).

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

L'évaluation de la valeur nette des titres de participation (Smbg Finance, Noir sur blanc, The Agency Ltd, Tild, O'Potentiels) et des créances qui leur sont attachées (comptes-courants et créances clients) repose sur des données prévisionnelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La valeur recouvrable qui repose essentiellement sur des données prévisionnelles est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique à l'entité.

Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La valeur recouvrable des autres titres immobilisés repose sur une approche patrimoniale.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition et sont amortis sur 5 ans en amortissements dérogatoires.

S'agissant de NOIR SUR BLANC, suite à la décision de liquidation judiciaire en date du 31 janvier 2018, les titres ont été dépréciés à 100%.

S'agissant de TILD, malgré l'homologation d'un plan de redressement en Mai 2019, les titres demeurent dépréciés à 100% , car si les perspectives sont satisfaisantes, l'équilibre financier demeure fragile à ce stade de la procédure..

Enfin, concernant OPOTENTIEL, une valorisation tenant compte des prévisions d'activité et de rentabilité a été établie.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - **(2)** Capitaux propres autres que le capital - **(3)** Quote-part du capital détenue (en pourcentage)**(4)** Valeur comptable brute des titres détenus - **(5)** Valeur comptable nette des titres détenus**(6)** Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - **(7)** Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise**(8)** Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - **(9)** Résultat du dernier exercice clos**(10)** Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) |
|--|-----|------|--------|-------|-----|-----|-----|-------|------|------|
| A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE | | | | | | | | | | |
| - Filiales (détenues à + 50 %) | | | | | | | | | | |
| SMBG FINANCES | | -576 | 51,00 | | | 144 | | | | |
| SARL NOIR SUR BLANC | 29 | | 100,00 | 2 238 | | | | | | |
| THE AGENCY | 1 | | 100,00 | 529 | | | | | | |
| SASU O ! POTENTIELS | 8 | -531 | 100,00 | 1 857 | 622 | 361 | 125 | 205 | -380 | |
| - Participations (détenues entre 10 et 50%) | | | | | | | | | | |
| SAS TILD | 77 | -124 | 49,00 | 38 | 38 | | | 1 465 | 327 | |
| B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES | | | | | | | | | | |
| - Autres filiales françaises | | | | | | | | | | |
| - Autres filiales étrangères | | | | | | | | | | |
| - Autres participations françaises | | | | | | | | | | |
| - Autres participations étrangères | | | | | | | | | | |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|---------------|-------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 2 999 480 | 39 701 | | 3 039 181 |
| Immobilisations incorporelles | 2 999 480 | 39 701 | | 3 039 181 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 12 898 | 10 080 | | 22 978 |
| - Matériel de transport | 32 943 | 214 | | 33 157 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 168 658 | 1 780 | | 170 438 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 214 499 | 12 074 | | 226 573 |
| ACTIF IMMOBILISE | 3 213 978 | 51 775 | | 3 265 754 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 9 439 332 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | 143 623 | | 143 623 |
| Prêts | | | |
| Autres | 44 332 | | 44 332 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 6 741 144 | 6 741 144 | |
| Autres | 2 378 759 | 1 208 461 | 1 170 298 |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 131 474 | 131 474 | |
| Total | 9 439 332 | 8 081 079 | 1 358 253 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|-----------------------------------|----------------|
| CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 577 303 |
| RABAIS REMISES RISTOUR. A OBTENIR | 107 835 |
| Total | 685 139 |

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 134 483 euros pour une valeur comptable de 1 207 465 euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 1 072 982 euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

| | Valeur historique | Valeur liquidative | Gains latents | Pertes latentes |
|-----------------------------|-------------------|--------------------|---------------|------------------|
| ACTIONS RESEAU ENTREPRENDRE | 1 207 465 | 134 483 | | 1 072 982 |
| TOTAL | 1 207 465 | 134 483 | | 1 072 982 |

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 3 778 265 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

| | Montant |
|------------------|------------------|
| Créances clients | 2 832 528 |
| Comptes courants | 945 736 |
| TOTAL | 3 778 264 |

Les risques de non-recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues.

Dépréciation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1 763 051 euros. Par catégorie de valeurs mobilières, les éléments significatifs sont :

| | Montant |
|-----------------------------------|------------------|
| DEPRECIATION ACTIONS ENTREPRENDRE | 1 072 950 |
| ACTIONS PROPRES | 668 513 |
| GOLD STOCK | 21 587 |
| TOTAL | 1 763 050 |

Conformément à l'article L.221-6 du PCG, la valeur d'inventaire des actions ENTREPRENDRE a été déterminée par rapport au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

A la clôture les actions propres sont au nombre de 65 267 pour une valeur nominale de 668 514 €.

La dépréciation relative aux actions propres EDUNIVERSAL a été calculée sur la base du prix de souscription de la dernière augmentation de capital, ce qui correspond à la dernière transaction connue.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 561 027,80 euros décomposé en 15 610 278 titres d'une valeur nominale de 0,10 euros.

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|------------|-----------------|
| Titres composant le capital social au début de l'exercice | 9 835 638 | 0,10 |
| Titres émis pendant l'exercice | 5 774 640 | 0,10 |
| Titres remboursés pendant l'exercice | | |
| Titres composant le capital social à la fin de l'exercice | 15 610 278 | 0,10 |

La société a procédé à une augmentation de capital en date du 28 septembre 2021 par l'émission de 5.774.640 euros titres de nominal 0.10 euro assortis d'une prime d'émission de 0.01 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 31/05/2021.

| | Montant |
|--|--------------------|
| Report à Nouveau de l'exercice précédent | -21 706 310 |
| Résultat de l'exercice précédent | 482 125 |
| Prélèvements sur les réserves | |
| Total des origines | -21 224 185 |
| Affectations aux réserves | |
| Distributions | |
| Autres répartitions | |
| Report à Nouveau | -21 224 185 |
| Total des affectations | -21 224 185 |

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

| | Solde au 01/10/2020 | Affectation des résultats | Augmentations | Diminutions | Solde au 30/09/2021 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------|--------------------|------------------------|
| Capital | 983 564 | | 577 464 | | 1 561 028 |
| Primes d'émission | 19 179 633 | | 57 746 | | 19 237 379 |
| Réserve légale | 60 759 | | | | 60 759 |
| Réserves générales | 5 817 | | | | 5 817 |
| Réserves réglementées | 80 852 | | | | 80 852 |
| Report à Nouveau | -21 706 310 | -21 224 185 | -21 224 185 | -21 706 311 | -21 224 185 |
| Résultat de l'exercice | 482 125 | -482 125 | 1 350 927 | 482 125 | 1 350 927 |
| <i>Dividendes</i> | | | | | |
| Provisions réglementées | 104 528 | | | | 104 528 |
| Total Capitaux Propres | -809 033 | -21 706 310 | -19 238 048 | -21 224 186 | 1 177 106 |

Provisions réglementées

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|---------------------------|---|
| Reconstitution des gisements pétroliers | | | | |
| Pour investissements | | | | |
| Pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 104 528 | | | 104 528 |
| Prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions | | | | |
| Total | 104 528 | | | 104 528 |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | | | |
| Financières | | | | |
| Exceptionnelles | | | | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 535 457 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | 2 910 | 2 910 | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | 26 903 | 26 143 | | 760 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 106 326 | 1 106 326 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 2 229 030 | 2 020 279 | 208 751 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 3 416 881 | 440 299 | 1 025 848 | 1 950 734 |
| Produits constatés d'avance | 753 408 | 753 408 | | |
| Total | 7 535 457 | 4 349 364 | 1 234 599 | 1 951 494 |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | 143 237 | | | |

Une opération de rachat de créance réalisée par plusieurs associés de la société EDUNIVERSAL (dont EDUNIVERSAL RECONQUETE) a été menée afin de convertir ces créances en capital dans le cadre de l'AK réalisée en septembre 2021.

Ces opérations de rachat de créances, réalisées auprès de plusieurs créanciers antérieurs au RJ, représente une valeur nominale de 635 K€.

Notes sur le bilan

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|----------------|
| FOURNIS. FACTURES NON PARVENUES | 109 169 |
| INTERETS COURUS A PAYER | 2 910 |
| DETTES PROVISIO. POUR CONGES PAYES | 116 123 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 187 384 |
| CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES | 53 933 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 19 657 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 93 569 |
| AVIS RECOUVREMENT M5 10 10 17 | 36 168 |
| RABAIS REMISES RIST. A ACCORDER | 124 485 |
| Total | 743 398 |

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| CHARGES CONSTATEES D AVANCE | 131 474 | | |
| Total | 131 474 | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| PRODUITS CONSTATES D AVANCE | 753 408 | | |
| Total | 753 408 | | |

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

| Secteur d'activité | 30/09/2021 |
|-------------------------|------------------|
| PRESTATIONS DE SERVICES | 3 856 600 |
| TOTAL | 3 856 600 |

Répartition par marché géographique

| | 30/09/2021 |
|--------------|------------------|
| CA FRANCE | 3 856 600 |
| TOTAL | 3 856 600 |

Les revenus de la société sont principalement constitués d'insertions publicitaires.

Les produits issus des prestations de référencement sont constatés lors de la signature des bons d'insertion.

Les produits issus des insertions publicitaires papiers sont constatés dès la sortie des guides.

Les produits issus de la vente des insertions publicitaires internet sont étalés sur la durée d'affichage.

Les produits issus de l'activité Booking sont constatés au moment de l'admissibilité du candidat (Mode A), de son inscription (Mode B), ou de la signature du bon de commande (Modes C et D).

Les produits de l'activité Matching sont constatés lors de la livraison de l'accès à la plateforme au client.

La partie du chiffre d'affaires relative à l'exercice suivant est constatée en produits constatés d'avance (PCA).

Charges et produits d'exploitation et financiers

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

| | 30/09/2021 | 30/09/2020 |
|--|----------------|-----------------|
| Produits financiers de participation | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 481 191 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | 94 | |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des produits financiers | 481 284 | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | 21 861 | 362 561 |
| Intérêts et charges assimilées | 481 125 | 11 177 |
| Différences négatives de change | | 794 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières | 502 986 | 374 532 |
| Résultat financier | -21 702 | -374 532 |

Les produits et charges financières sont relatifs à hauteur de 471 K€ à l'option d'achat portant sur des actions propres EDUNIVERSAL qui sont arrivées à expiration au cours de l'exercice.

Cette option d'achat était totalement dépréciée compte tenu du sous jacent, ce qui a permis la reprise de provision permettant d'absorber 100% de la charge financière correspondant à la sortie.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

| | Charges | Produits |
|--|----------------|----------------|
| Pénalités sur marchés | 2 072 | |
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | 1 370 | |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 23 976 | |
| Provisions pour dépréciation | 300 000 | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 41 850 |
| Provisions sur créances | | 129 323 |
| REGUL MALAKOFF | | 5 146 |
| AVOIRS SUR EX ANT | 17 116 | |
| REGUL MALAKOFF | 1 523 | |
| PAIEMENT TILD OPTION COURTE | 96 969 | |
| REPRISE ET SOLDE TILD | 9 164 | |
| TOTAL | 452 191 | 176 320 |

Une dépréciation exceptionnelle complémentaire de 300 K€ a été passée sur la créance détenue sur la société ROQUES DE CANA,

Notes sur le compte de résultat

permettant de porter à 75% le taux de dépréciation.

Cette comptabilisation tient compte de la recouvrabilité du compte courant, sur la base d'un échéancier et d'un prévisionnel.

Notons également une reprise exceptionnelle portant sur le compte courant détenue sur une filiale dans le cadre d'un accord sur le solde des comptes inter société avec TILD.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

La situation liée à l'épidémie COVID 19 n'a à ce stade pas eu d'impact significatif sur l'activité et la rentabilité de la société EDUNIVERSAL.

Il convient de noter la condamnation « in solidum » des sociétés EDUNIVERSAL et O POTENTIELS dans le cadre du jugement intervenu le 29/11/2021 pour un montant de 130 K€. Cette somme a été provisionnée dans les comptes d'O POTENTIELS qui est la société à l'origine du litige et employeur du salarié à l'origine de la réclamation.

La société n'est pas exposée dans le cadre des évènements qui interviennent en UKRAINE.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 14 personnes.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

| | Montant en euros |
|--|------------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | |
| Engagements en matière de pensions | |
| Engagements de crédit-bail mobilier | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | |
| <i>VENTE A REMERE 17.778 ACTIONS EDUNIVERSAL</i> | 149 690 |
| Autres engagements donnés | 149 690 |
| Total | 149 690 |
| Dont concernant : | |
| Les dirigeants | |
| Les filiales | |
| Les participations | |
| Les autres entreprises liées | |
| Engagements assortis de suretés réelles | |

Dans le cadre de la vente d'actions à réméré consentie par Martial GUIETTE à EDUNIVERSAL, celui-ci dispose d'une faculté de rachat



Autres informations

portant sur 17.778 actions, et dont le prix d'exercice serait de 8,42 euros.

La société EDUNIVERSAL a formalisé un engagement de soutien de sa filiale O POTENTIELS .